



DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET INTERNATIONAL

DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE A LA MODERNISATION DES VILLAGES DE VACANCES CLASSÉS

PRÉSENTATION DE L'ENTREPRISE OU DE LA STRUCTURE PUBLIQUE

Raison sociale														
Forme juridique														
Nom commercial ou enseigne														
Adresse														
Code postal		Commune												
Canton														
N° Tél.					Courriel									
N° SIRET														
Nom et qualité du responsable														

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Date de création ou de reprise/...../.....	Période d'ouverture		
Nombre de salariés	permanents		saisonniers	
	Avant travaux	Après travaux		
Classement				
Nombre de chambres et/ou d'unités d'hébergement				

Equipements complémentaires (restauration, salles d'animation, équipements de loisirs, etc.) :

.....

.....

.....

.....

PROJET

1 - Opportunité économique du projet :

.....

.....

.....

.....

2 - Nature et financement du projet :

DEPENSES		RESSOURCES			
Descriptif par poste	Estimatif HT	Postes	Montant	%	
Projets 1 (voir fiche info)		Autofinancement			
A) modernisation de l'établissement		Emprunt			
		Total fonds publics			
		- dont Conseil général			
		- dont autres aides publiques			
			Total général		100 %
Sous-total					
B) mises aux normes d'accessibilité	⇒ ⇒ ⇒ ⇒ ⇒	Le label Tourisme et handicap sera-t'il sollicité à l'issue des travaux ? oui non Si oui, sur quelles familles de handicap portent les travaux, déficience : motrice visuelle auditive mentale Votre réponse conditionne l'attribution de la bonification (voir fiche info)			
Sous-total					
Coût total projets 1					
Projets 2 (voir fiche info)					
Economies d'énergies					
Coût total projets 2					
Autres dépenses (non éligibles)					
Total général					

3 - Calendrier prévisionnel de réalisation :

- début des travaux/...../..... (ne peut précéder le dépôt de la lettre d'intention ou à défaut du présent dossier)
- fin des travaux/...../.....

4 - Autorisations administratives éventuellement nécessaires :

- Un permis de construire est-il nécessaire ? oui non Si oui, date de son obtention/...../.....
- Autres autorisations :
-

ÉLÉMENTS FINANCIERS

1 - Bilans résumés :

ACTIF	N-2	N-1	N	PASSIF	N-2	N-1	N
Immobilisation nette				Capital propres			
Stock et encours				Capitaux empruntés			
Créances d'exploitation				Dettes court terme			
Disponible				Compte régularisation			
Compte régularisation				TOTAL			
TOTAL							

2 - Répartition du capital social :

Identité des actionnaires	% ou nombre de parts

3 – Prévisionnel :

	N	%	N+1	%	N+2	%
CA						
Marge brute						
Valeur ajoutée						
Excédent brut d'exploitation						
Résultat d'exploitation						
Résultat courant						
Résultat exercice avant impôt						
Résultat net						

AIDES PUBLIQUES OBTENUES SUR LES TROIS DERNIERS EXERCICES

Cadre de l'intervention départementale : aide « de minimis ».

La réglementation limite le montant des subventions cumulées pour une même entreprise sur trois années consécutives.

Inscrire dans le tableau ci-après toutes les aides attribuées par des organismes publics (Union européenne, Etat, collectivités locales, etc.) sur l'exercice fiscal en cours et les deux précédents, quelle que soit la forme de l'aide (ex : subvention, bonification d'intérêt, exonération fiscale, apport en nature, etc.).

Dans la négative, préciser « état néant ».

Financeur	Dénomination et objet de l'aide	Montant (€) Exercice fiscal (N)	Montant (€) Exercice fiscal (N-1)	Montant (€) Exercice fiscal (N-2)	Total (€)
Total des aides publiques obtenues par exercice fiscal					

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans ce dossier et je m'engage à :

- exercer mon activité pendant au moins 5 ans à dater de la décision d'octroi de subvention,
- répondre systématiquement aux enquêtes qui seraient réalisées par le Comité départemental du tourisme du Finistère,
- renseigner la base de données Tourinsoft.

A, le

Signature :

.....

LISTE DES PIÈCES À JOINDRE

- Statuts de la société
- Copie de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés
- Copie de l'arrêté de classement préfectoral en village de vacances
- Relevé d'identité bancaire ou postal
- Pour les locataires : bail et accord du propriétaire pour la réalisation des travaux
- Attestations de régularité fiscale et sociale
- Bilan et compte de résultat du dernier exercice clos
- Devis
- Plans
- Accords de prêts
- Pour les villages publics la délibération relative aux travaux
- Le cas échéant :
 - le résultat de l'audit préalable « Tourisme et handicap »
 - le permis de construire ou la déclaration de travaux
- Documents de promotion
- Tous documents permettant de justifier la demande de subvention (ex : procès-verbal de la commission de sécurité, etc.)